



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# FACE À L'ARROGANCE ET AUX ATTAQUES GOUVERNEMENTALES L'URGENCE DE SE MOBILISER !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

28 JANVIER 2016

Encadré par les déclarations de Macron souhaitant la fin des 35 heures et celles de Valls promettant aux patrons de la souplesse et de la simplification, le Rapport Badinter n'est qu'une opération d'enfumage. Présenté lundi, ce « préambule » au futur Code du travail n'a qu'un but : camoufler de graves attaques contre les droits des salariés et préparer les esprits à des reculs sans précédents. Derrière ce Code du travail réduit à quelques « principes », il s'agit d'ouvrir la voie à toutes les régressions au travers d'accords d'entreprises imposés par le chantage à l'emploi !

## QUAND NOS MINISTRES SE LÂCHENT

Au forum économique de Davos, qui réunit chaque année dirigeants d'entreprises et responsables politique du monde entier, Valls et Macron ont annoncé la couleur.

A Macron « favorable à ce que la loi prévoit la capacité laissée aux partenaires sociaux de mener une négociation qui puisse en effet conduire à majorer beaucoup moins, voire pas du tout, les heures supplémentaires » - mettant fin aux 35 heures – Valls a rétorqué que les heures supplémentaires resteront majorées. Mais sans garantir que le « plancher » actuel des 10% tiendra, puisque lors des vœux aux « acteurs » de l'entreprise, Hollande a dit que l'accord d'entreprise devra

« fixer les modalités d'organisation du temps de travail (...) en permettant par exemple de fixer le taux de majoration et le nombre d'heures supplémentaires » !

## ATTAQUES TOUS AZIMUTS

Pour le gouvernement, c'est toujours plus d'attaques contre ceux et celles qui refusent de se plier à sa politique et à la dictature patronale.

Le 12 janvier, il y a eu la condamnation à 9 mois de prison ferme de 8 ex-salariés de Goodyear dont le seul crime a été de lutter contre la fermeture de leur usine. Une condamnation impossible s'il n'y avait pas eu l'acharnement du gouvernement à les poursuivre, alors que l'entreprise et les 2 cadres concernés avaient retiré leur plainte. Et dans quelques jours, ce sera au tour de salariés de Ford Blanquefort d'être convoqués par la Police, suite aux manifestations aux « Mondial de l'auto » de 2012 et 2014. Des poursuites qui font écho à la campagne hystérique du

gouvernement à l'encontre des 5 salariés d'Air France, encourant jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 € d'amende pour une chemise arrachée.

## CONSTRUIRE LES RÉSISTANCES

Malgré le chantage à l'emploi, malgré la répression, des résistances existent et se développent. C'est d'abord le réseau de solidarité qui se développe autour des Goodyear, avec près de 150 000 signatures pour exiger « l'arrêt des poursuites ». C'est aussi la journée de mobilisation de toute la fonction publique qui a eu lieu mardi, pour défendre un service public de qualité, l'arrêt des suppressions de postes et l'augmentation des salaires, tandis que les enseignants manifestaient contre la réforme des collèges.

Dans de nombreuses entreprises, d'Air France à La Poste en passant par les marins de la SNCM, les salariés du nettoyage des HLM de Paris, d'EDF, des travailleurs se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs emplois.

## IL Y A URGENCE À FAIRE GRANDIR LES MOBILISATIONS

Face à ce gouvernement de plus en plus ouvertement réactionnaire et dont l'objectif majeur semble être de vendre des armes de guerre ou des Airbus aux régimes réactionnaires

d'Égypte, d'Inde, d'Iran ou d'Arabie Saoudite, nous devons amplifier les ripostes, en finir avec la dispersion des luttes, mettre en avant la nécessité du « Tous ensemble ».

Le samedi 30 janvier sera une journée de mobilisations dans toute la France, contre l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité. Et le 4 février, des premiers rassemblements seront organisés pour la relance des Goodyear. À ces occasions, il est urgent de commencer à faire converger le combat contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité, contre la guerre, contre la régression sociale et contre la répression.



### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



## **RENAULT, RESPONSABLE MAIS PAS COUPABLE**

Les enquêteurs de la répression des fraudes (DGCCRF) qui ont perquisitionné à Guyancourt, à Lardy, au Plessis et à Boulogne, ont saisi plusieurs PC de directeurs.

Enquête facile ! Avant la COP21, Ghosn avait déclaré que les investissements pour la réduction des émissions de CO2 seraient plus efficaces ailleurs que dans les transports.

Et il avait avoué à la presse : « *L'industrie automobile a toutes les solutions techniques pour répondre au challenge qui est posé, la question est de savoir si c'est viable économiquement* ».

Les profits des actionnaires privés passent avant la santé publique : c'est ça le capitalisme !

### **SCANDALE DANS LE SCANDALE**

Le 14 janvier, dès l'annonce des perquisitions, l'action Renault chutait de 20%, pour se stabiliser à la baisse les jours suivants. Les boursicoteurs et spéculateurs paniquent. Mais C. Vandenhende, de l'exécutif Renault et directeur de la qualité et de la satisfaction client, reste zen. Comme par hasard, les 24 et 30 décembre, il a vendu au total 28 000 actions Renault, qui lui ont rapporté 2 627 404 € (source Bloomberg).

En deux fois, c'est plus discret ! La direction appelle tous les salariés à se serrer les coudes. Qu'elle prenne sur les profits et sur les revenus du PDG et des grands directeurs !

## **HOLLANDE VEUT FAIRE PAYER LA FORMATION DES CHOMEURS ... PAR LES CHOMEURS**

Un plan de formation pour 500.000 chômeurs. On serait tenté de dire « Pourquoi pas, si ce n'est pas une formation bidon de plus » ? Mais tout le monde a vu la grosse ficelle : un chômeur en formation disparaît de la catégorie « A », la plus médiatisée des statistiques du chômage. Dans le même discours, Hollande a suggéré de diminuer la durée d'indemnisation des chômeurs et de réorienter les financements vers la formation et l'aide au retour à l'emploi.

Ainsi les sommes récupérées sur le dos des uns pourraient financer la formation des autres. Un message envoyé au patronat et aux syndicats qui doivent en 2016 renégocier une nouvelle convention Unedic sur les allocations chômage.

Mais pas question pour lui de demander des comptes au patronat sur les milliards d'allègements de cotisations sociales et d'impôts sans aucun effet sur l'emploi.

## **GOODYEAR, UN VENT DE SOLIDARITE A CONCRETISER DANS LA RUE**

Près de 150.000 signatures en un temps record. L'indignation face à la répression ignoble qui frappe des salariés d'« Air France » ou d'autres se manifeste encore aujourd'hui avec force devant la volonté du pouvoir d'écraser ceux et celles qui osent lutter.

Dans la foulée du rassemblement de solidarité appelé par la CGT le 4 février à Paris, c'est une énorme manifestation nationale pour la relaxe des Goodyear qui est à l'ordre du jour pour le procès en appel

## **CONTRE LES 35H , A DAVOS, MACRON PORTE PAROLE DU PATRONAT**

Dans ses vœux au monde économique la semaine dernière, Hollande indiquait qu'à l'avenir, des accords d'entreprise pourraient déroger au Code du Travail, notamment en ce qui concerne le nombre et la rémunération des heures supplémentaires.

Estimant sûrement que son boss n'avait pas été assez clair, Macron a vendu la mèche vendredi dernier au milieu du gratin de la finance et des chefs d'Etat réunis à Davos. Les 35h sont dans le collimateur. Il l'a reconnu sans fard, mais en anglais. Explication en français : des accords, majoritaires ou pas, pourraient supprimer toute majoration pour les heures supplémentaires, « cela veut dire que vous pourrez créer plus de flexibilité ».

Travailler plus ou moins par semaine en fonction des besoins du patron, sans payer plus les heures sup. Vieille revendication patronale . Et ils osent nous dire qu'il n'est pas question de toucher aux 35h.

## **LA COMPLEMENTAIRE SANTE N'EST PAS POUR TOUS !**

Le gouvernement prétend que l'acquisition d'une complémentaire santé financée à 50 % par les employeurs est généralisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

C'est faux ! Les fonctionnaires, les chômeurs un an après avoir quitté leur entreprise, les retraités, les jeunes ne bénéficient pas de cette disposition. De plus les cotisations et les remboursements seront différents d'une entreprise à l'autre. Certains salariés plus particulièrement des petites entreprises auront un remboursement minimum limité à un panier de soins .

Cette disposition qui ne concerne que les salariés du privé va servir de prétexte à un nouveau recul de la Sécurité sociale au profit des complémentaires santé et plus particulièrement des assurances privées à l'affût du marché de la santé. Pour que personne ne soit exclu des soins, le rôle de la sécurité sociale doit au contraire être renforcée. C'est pourquoi nous revendiquons le remboursement à 100 % des soins et de la prévention par la Sécu.

## **LE FN, UN PARTI AU SERVICE DES RICHES COMME LES AUTRES !**

Dans un communiqué du 16 janvier 2016, le FN rappelle bien à tous qu'il est loin d'être le parti anti-système qu'il veut faire croire. Voyez plutôt !: « la gravité de la situation exige que le gouvernement [...] aille bien plus loin pour soutenir les entreprises : en commençant par s'attaquer à la complexité administrative et à la multiplication des contraintes. [...] Cela nécessite de mettre en place une véritable politique d'incitation à l'emploi qui mette l'accent sur la défense des libertés économiques. [...] Cela passe par la baisse des charges fiscales et l'allègement des procédures administratives ».

Casse du code du travail, casse des prud'hommes, casse des droits des salariés, des milliards de cadeaux fiscaux au patronat : le FN, un parti au service des patrons comme les autres !

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas  
à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**